



**Monsieur Fernand Etgen**  
Président de la  
Chambre des Député-e-s  
Luxembourg

Luxembourg, le 25 février 2021

Monsieur le Président,

Par la présente et conformément à notre règlement interne, je me permets de poser une question parlementaire à Monsieur le **Ministre des Finances** concernant **l'application du taux super-réduit de TVA aux produits d'occasion afin de promouvoir leur réutilisation.**

Afin de promouvoir la réparation, la réutilisation et le recyclage de produits dans le contexte de la transition vers une économie circulaire, le Gouvernement prévoit dans son accord de coalition qu' « un taux de TVA super-réduit pour la réparation d'objets d'usage courant sera notamment prévu. » En effet, cela est permis par la directive 2006/112/CE relative au système commun de TVA pour la réparation d'objets comme notamment les bicyclettes, les chaussures et les vêtements.

Dans le but de promouvoir davantage la réutilisation des produits, une autre possibilité serait d'appliquer aussi le taux super-réduit de TVA à la vente de certains produits d'occasion. Selon mes informations, en matière de TVA, la vente d'objets d'occasion tombe sous le régime de la marge bénéficiaire, selon lequel est taxée uniquement la marge encaissée par le revendeur<sup>1</sup>. Notons que l'application d'un taux réduit de TVA au niveau de la marge bénéficiaire n'est actuellement pas permise par le droit européen.

En janvier 2018, la Commission européenne a adopté une proposition de directive qui porterait réforme des dispositions en matière d'applicabilité des taux réduits. Selon cette proposition de directive, les objets d'occasion tels que les vêtements ou encore les bicyclettes dits « second hand » ne seraient pas expressément exclus du champ d'éligibilité des taux réduits de TVA, alors que le régime de la marge bénéficiaire resterait exclu.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre :

1. **Monsieur le Ministre peut-il clarifier si les vendeurs de biens d'occasion sont obligatoirement soumis au régime de la marge bénéficiaire ? Dans la négative, quelles sont les autres options à leur disposition en matière de TVA ?**
2. **Quel est l'état d'avancement de la réforme de la directive TVA au niveau européen concernant les biens et services pouvant faire l'objet de taux réduits ? Quelle est la position défendue par le Luxembourg dans ces négociations ? Dans quelle mesure le Gouvernement s'engage-t-il en faveur d'un cadre européen en matière de TVA qui permette de promouvoir l'économie circulaire en général et la réutilisation des produits en particulier ?**

---

<sup>1</sup> Voir : Directive 2006/112/CE relative au système commun de TVA, Chapitre 4, section 2, sous-section 1, Art. 312 et suivants & Loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, Chapitre VIII, Section 3, Art.56ter et suivants.

3. Face à l'empreinte écologique de la consommation de produits neufs et afin de promouvoir la réutilisation des produits, le Gouvernement est-il en principe favorable à l'application du taux super-réduit de TVA à certains biens d'occasion sous réserve que le droit européen le permette à l'avenir ?
4. Quand est-ce que le Gouvernement entend mettre en œuvre l'application du taux de TVA super-réduit de 3% pour la réparation de certains objets d'usage courant comme le prévoit l'accord de coalition ?

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes salutations les meilleures.

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'F' and 'B' followed by a horizontal line and a vertical stroke.

**François Benoy**  
Député



REÇU  
Par Christine Wirtgen, 12:13, 25/03/2021

Monsieur le Ministre  
aux Relations avec le Parlement  
p.a. Service Central de Législation  
5, rue Plaetis  
L-2338 LUXEMBOURG

Référence : 837x63f58

Luxembourg, le 23 mars 2021

**Concerne :** Question parlementaire n° 3712 du 25 février 2021 de Monsieur le Député François Benoy concernant l'application du taux super-réduit de TVA aux produits d'occasion

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint ma réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Ministre des Finances,

Pierre GRAMEGNA



**Réponse de Monsieur le Ministre des Finances, Pierre Gramegna, à la question parlementaire n° 3712 du 25 février 2021 de Monsieur le Député François Benoy concernant l'application du taux super-réduit de TVA aux produits d'occasion**

La question de l'honorable Député, relative au régime de la marge bénéficiaire et plus particulièrement si ce dernier s'applique obligatoirement aux vendeurs de biens d'occasion, porte sur les livraisons de biens d'occasion visées à l'article 56ter, paragraphe 1<sup>er</sup>, point 1°, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée et effectuées dans les conditions de l'article 56ter-1, paragraphe 1<sup>er</sup>, de ladite loi.

Le régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire dans le domaine des biens d'occasion, tel que prévu au chapitre VIII, section 3, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, s'applique d'office aux livraisons de biens d'occasion effectuées par un assujetti-revendeur. Conformément à l'article 56ter-1, paragraphe 9, de la prédite loi, l'assujetti-revendeur peut cependant appliquer le régime d'imposition normal pour chaque livraison relevant du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire. Lorsque l'assujetti-revendeur opte pour l'application du régime normal, la taxe sur la valeur ajoutée s'applique dès lors sur la valeur totale hors TVA du bien.

En ce qui concerne le taux de TVA s'appliquant sur la marge bénéficiaire, il faut relever qu'il s'agit du taux applicable au bien vendu. Ainsi, lors de la vente d'un livre d'occasion, c'est le taux super-réduit de 3% qui s'applique, puisque la vente de livres est soumise au taux super-réduit. Dans le cas de la revente d'une bicyclette d'occasion le taux normal de TVA de 17% s'applique. Ce n'est donc pas le fait qu'il s'agit d'une vente d'un bien d'occasion qui détermine quel taux de TVA doit être appliqué, mais la nature du bien vendu.

Sur le plan de la législation européenne, en janvier 2018, la Commission européenne a présenté une proposition de directive en ce qui concerne les taux de taxe sur la valeur ajoutée. Depuis, cette proposition est examinée par le Conseil.

Le Gouvernement est engagé à promouvoir la transition de l'économie linéaire actuelle vers une économie circulaire qui respecte les limites des écosystèmes. Comme prévu dans le programme de coalition, l'analyse de l'utilisation du taux super-réduit de TVA à cette fin, notamment en l'appliquant aux travaux de réparation éligibles en vertu du droit européen, est en cours.